

risés à agir et qu'ils soient responsables envers la Chambre des communes. Actuellement, il est impossible d'obtenir des renseignements. Combien de fois n'ai-je pas demandé au premier ministre des renseignements sur les dépenses de chaque ministère? Malgré des belles promesses, il n'y a eu aucune amélioration de ce côté-là.

Nous sommes ici pour maintenir à tout prix le principe de la responsabilité ministérielle. Nous sommes ici pour le maintenir en temps de guerre tout autant qu'en temps de paix, et rien ne nous dispense de le faire. Je vois en face de moi mon honorable ami, le chef de la Fédération du commonwealth coopératif, qui voit notre pays à travers des illusions et des mirages. Si quelqu'un souffre, il lui dit: "Me voici, et je vous guérirai. J'ai le remède qu'il vous faut". Mais demandez-lui quel est ce remède et il ne peut vous le dire.

Si je m'oppose à sa politique, c'est qu'il nous a dit il n'y a pas très longtemps qu'il emploierait les mêmes fonctionnaires pour la mise à exécution de son propre programme. Je trouve que ces fonctionnaires ne sont pas compétents. Je constate que la plupart d'entre eux devraient être flanqués à la porte. Je l'ai déjà dit à mes honorables amis de Parry-Sound (M. Slaght) et de Vancouver-Burrard (M. McGeer). Je leur ai dit: "Chez vous, la difficulté vient de ce que vous êtes deux grands avocats. Vous voyez les choses du point de vue d'un juriste éminent. Vous établissez de ces distinctions subtiles. Ce que vous avez à faire est de vous acheter des bottes de bûcherons, prendre une fourche et une pelle et les flanquer dehors." Telle est mon opinion. Que peut-on faire lorsque notre matériel est défectueux? Que pourraient accomplir le chef de la C.C.F. ou tout autre dirigeant avec ce que nous possédons en ce moment? Sortis des universités, ces hommes n'ont aucune expérience pratique. Ils font de grands rêves, mais sont loin d'égaliser Platon, ce grand philosophe grec qui songeait à un Etat idéal. Tout ce que la plupart d'entre eux possèdent, c'est un projet ou un plan qui leur permette le luxe de deux domestiques au lieu d'un et d'échanger leur vieille bagnole pour une auto toute neuve. Il s'agit de projets qu'ils peuvent exploiter à leur avantage parce que le Parlement n'a aucune emprise sur la bureaucratie. Voilà tout.

A quoi bon parler de droits parlementaires et de la suprématie du Parlement quand on nous traite comme des enfants? Nos fonctions se résument à voter des impôts et à approuver des dépenses. Aujourd'hui, nous sommes saisis d'une résolution visant à l'institution d'un nou-

veau ministère. Le bill adopté et le département une fois constitué, le ministre sera aussi indépendant du Parlement que tous ses collègues. Il ne nous soumettra pas de rapports; nous ne serons pas appelés à vérifier ses comptes publics; il ne nous communiquera aucun renseignement et si nous lui en demandons, il répondra que la préparation en serait trop coûteuse. Et voilà.

Je dirai au premier ministre, ainsi qu'au chef de l'opposition et des autres groupes qu'il est temps de couper les ailes de la bureaucratie, d'arrêter son essor. Songeons au jour où ses rangs seront réduits de moitié au moins et où nous devrons nous passer des beaux esprits qui nous viennent des universités. Il y a quelques années, je me suis plaint des enseignements donnés surtout par M. King Gordon, à l'Université de Toronto et par un autre professeur à Queen's et à McGill. Qu'est-il arrivé? Sir Edward Beattie n'a rien dit aux étudiants de McGill, mais il s'est rendu à l'Université Queen's et y a sermoné les futurs diplômés. Je lui ai demandé une copie de son discours. Il m'a envoyé des copies de ses discours, mais pas de celui-là. Puis qu'est-il arrivé? Les dirigeants de la C.C.F. avaient l'ambition de façonner à leur image l'esprit des étudiants des universités. Puis qu'est-il arrivé? Il est arrivé que le monde des affaires s'est rendu maître des universités. Les jeunes gens qui étudient l'économie et les sciences politiques et autres sujets analogues ne deviennent plus des employés d'établissements particuliers ayant pour fonctions de dresser des statistiques ou des plans pour eux. On les envoie ici à la disposition de l'Etat pour qu'ils protègent les intérêts de la haute finance. Je les ai dénoncés pour cela même. Je sais que la haute finance a la haute main sur la plupart des universités canadiennes. Si on m'allègue que le chancelier de l'Université de Toronto est le vénérable sir William Mulock, je réponds qu'il suffit de voir la composition du bureau des gouverneurs pour constater que je n'exagère aucunement en parlant du rôle de la haute finance, relativement à cet organisme, ainsi qu'en ce qui regarde le personnel enseignant et la formation des étudiants dans cette institution.

L'heure est aux réflexions profondes. Nous siégeons tous ici comme simples députés. Les ministres comme les oppositionnistes et les députés d'arrière-plan sont ici pour discuter les problèmes de l'avenir du pays. Nous nous demandons ce qui va se produire. Les belles phrases ou les discours éloquentes ne régleront rien. Il faut que nous nous attachions aux faits. Nous devons être réalistes. Nous devons comprendre que la première chose à faire pour le pays, c'est de réduire le service administratif au minimum, de faire un choix